



## **COMPTE-RENDU DE LA REUNION** **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU LUNDI 30 JUILLET 2018**

### **MENTION D’AFFICHAGE**

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **lundi 30 juillet 2018**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, le **3 août 2018** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune ([www.mairie-leval.fr](http://www.mairie-leval.fr)).

### **CONVOCATION**

Le **24 juillet 2018**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **lundi 30 juillet 2018 à 18 h 00** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1-Approbation du PV de la réunion du 4 juin 2018

### **2-FINANCES**

- Restauration de la Chapelle ND de Pitié -Modifications pour les lots 3 (charpente) et 6 (restauration des décors)
- Eclairage du passage piétons sur la RD 554 (avenue Jean Moulin) - Financement via le SYMIELEC VAR (fonds de concours)
- Convention pour participation financière au fonctionnement du Centre médico-scolaire de Brignoles
- Participation financière pour l'achat de nouveaux tests psychométriques RASED pour l'équipe de psychologues scolaires de la circonscription de Brignoles
- Participation financière pour la pose d'une stèle en souvenir des victimes de l'EALAT suite à l'accident d'hélicoptères de février 2018
- Résiliation de la convention "A.P.L." passée avec l'Etat concernant la maison communale du jardin des Gorguettes

### **3 - PERSONNEL COMMUNAL**

- Convention de mise à disposition d'un agent communal auprès de la Communauté d'Agglomération "Sud Sainte-Baume"

### **4 - DIVERS**

- SIVAAD - Adhésion de la Commune de CHATEAUDOUBLE
- Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal
- Questions écrites
- Questions orales

## **COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE**

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **lundi 30 juillet 2018**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

**A l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :**

**Présents** : MM. SAULNIER Bernard – TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - GAUTIER Rémi - DEBAQUE Christian - BOSSUGE Brigitte - NAL André - VERDON Pierre - CEMBRANI Romain - COLLAINÉ Olivier - MUNIER Denise - COEURDEUIL Yves – PAZ Aymeric - LEBERQUIER Céline - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

**Absents excusés** : MM. VERLAQUE Marie-Thérèse (pouvoir donné à Jacqueline TURINELLI - VERMENOUE Christine (pouvoir donné à Jean CULINATI) - GAQUIERE Ingrid.

**Absents** : MM. BOULE-AMPHOUX Isabelle - FOURNEL Gilles

**soit 16 présents, 3 absents excusés dont 2 ayant donné pouvoir et 2 absents, soit 18 votants.**

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Jacqueline TURINELLI**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

## **1-Approbation du PV de la réunion du 4 juin 2018**

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 4 juin 2018.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 4 juin 2018

A l'unanimité,

**APPROUVE** ce document.

## **2-FINANCES**

### **2-1 - Restauration de la Chapelle ND de Pitié -Modifications pour les lots 3 (charpente) et 6 (restauration des décors)**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 23 mai 2017, faisant suite à l'appel d'offres lancé pour la restauration de la Chapelle "Notre-Dame de Pitié" (1ère tranche : toitures, façades et décors), les entreprises ayant présenté une offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères « prix » et « valeur technique » fixés dans le règlement de consultation, ont été retenues, soit :

- lot n° 2 : MACONNERIE-PIERRE DE TAILLE (+option « parapluie »)  
Société « SELE » pour un montant HT de 164.432,67 €
- lot n° 3 : CHARPENTE (+option « parapluie »)  
Société « BELLEC » pour un montant HT de 9.316,27 €
- lot n° 4 : MENUISERIE  
Société « SUD FRANCE » pour un montant HT de 11.433,00 €
- lot n° 5 : COUVERTURE (+option « parapluie »)  
Société « BELLEC » pour un montant HT de 26.581,46 €
- lot n° 6 : RESTAURATION DE DECORS  
Société « S.M.B.R. » pour un montant HT de 24.390,64 €

M. le Maire rappelle également que le lot n° 1 « ARCHEOLOGIE » a alors été déclaré infructueux par la Commission et, pour ne pas retarder le chantier, une consultation simple a été lancée pour désigner un attributaire. Ainsi l'INRAP a été retenu pour un montant de 12.524,60 € HT.

Il donne la parole à M. Aymeric PAZ, Conseiller Municipal membre de la Commission "Patrimoine".

M. PAZ informe l'assemblée délibérante que M. Michel TRUBERT, Architecte en Chef des Monuments Historiques et Maître d'Œuvre de l'opération, a rédigé une note technique détaillée expliquant les contraintes liées à la restauration de la toiture du chœur de la Chapelle. Il donne lecture de ladite note qui propose en conclusion une solution alternative à celle prévue dans le projet initial (allègement de la charge sur la voûte). Il précise que cela engendre, sur le plan financier, une plus-value pour le lot 3 "Charpente" (+ 62 %) qui sera compensée par une moins-value pour le lot 2 "Maçonnerie-Pierre de taille" soit :

- lot n° 3 : CHARPENTE (+option « parapluie »)  
Société « BELLEC » pour un montant HT de 9.316,27 € (marché initial)  
Montant du modificatif n° 1 : 5.732,20 € HT  
Nouveau montant du marché : 15.048,47 € HT

D'autre part, M. PAZ indique qu'un modificatif doit également être passé pour le lot 6 "Restauration des décors" (plus-value de 10 %) car il est nécessaire d'harmoniser la restauration réalisée en 1998 au niveau de la niche afin qu'elle se fonde mieux avec la restauration de la façade entreprise aujourd'hui.

- lot n° 6 : RESTAURATION DE DECORS  
Société « S.M.B.R. » pour un montant HT de 24.390,64 € (marché initial)  
Montant du modificatif n° 1: 2.453,80 € HT  
Nouveau montant du marché : 26.844,44 € HT



Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer les modificatifs n° 1 aux marchés passés pour le lot 3 "charpente" (BELLEC) et le lot 6 "restauration des décors (SMBR).

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. Aymeric PAZ, Conseiller Municipal,

Vu l'article 28 du Code des Marchés Publics,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. KINET,

**Vu** la note technique détaillée concernant le lot 3 rédigée par M. Michel TRUBERT, Architecte en Chef des Monuments Historiques, MOE de l'opération de restauration de la Chapelle "ND de Pitié",

Vu les projets de modificatifs n° 1 présentés par M. PAZ pour chacun des lots 3 et 6,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer lesdits modificatifs n° 1, soit :

**-lot n° 3 : CHARPENTE (+option « parapluie »)**

Société « BELLEC » pour un montant HT de 9.316,27 € (marché initial)

Montant du modificatif n° 1 : 5.732,20 € HT

Nouveau montant du marché : 15.048,47 € HT

**lot n° 6 : RESTAURATION DE DECORS**

Société « S.M.B.R. » pour un montant HT de 24.390,64 € (marché initial)

Montant du modificatif n° 1: 2.453,80 € HT

Nouveau montant du marché : 26.844,44 € HT

ainsi qu'à effectuer toutes les démarches et formalités nécessaires à l'application de la présente délibération,

**DIT** que les crédits correspondants sont inscrits à la section d'investissement du budget 2018 (opération 367 « Chapelles »).

### **2-2 - Eclairage du passage piétons sur la RD 554 (avenue Jean Moulin) - Financement via le SYMIELEC VAR (fonds de concours)**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal d'une proposition faite par les Commissions Communales des Travaux et de la Sécurité visant à installer un éclairage public sur le passage piétons situé sur la RD 554 (route de Brignoles) au niveau de l'Avenue Jean Moulin.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux et au SYMIELECVAR.

M. DEBAQUE indique qu'une étude a été menée par le SYMIELECVAR qui a estimé les travaux à 30.000 € TTC. Il précise que cette opération, réalisée sous la maîtrise d'ouvrage du SYMIELECVAR, peut faire l'objet de la mise en place d'un fonds de concours, conformément aux dispositions de la loi de finances n° 2009-1673 du 30/12/2009 (mode de participation nécessitant une délibération concordante des deux collectivités).

Il précise que le montant du fonds de concours à mettre en place (15.988,50 €) est plafonné à 75 % de la participation calculée sur le montant hors taxes de l'opération, montant pouvant être inscrit en section d'investissement au compte 2041582 « subvention d'équipement aux organismes publics ». Il indique que le solde, soit 10.329,50 €, sera pris en charge par la section de fonctionnement du budget communal. Il souligne que le SYMIELECVAR prendra à sa charge 3.682 € (les conditions et les détails du plan de financement sont précisés dans le bon de commande signé des deux parties).

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux et au SYMIELECVAR

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**DECIDE** de prévoir la mise en place d'un fonds de concours auprès du SYMIELECVAR d'un montant de 15.988,50 € afin de financer 75 % de la participation à l'opération du SYMIELECVAR, pour les travaux d'effacement de réseaux aériens en vue de l'éclairage public du passage piétons situé au niveau de l'Avenue Jean Moulin sur la RD 554,

**PRECISE** que les montants portés sur cette délibération sont estimatifs et qu'un état précis des dépenses et recettes sera réalisé par le SYMIELECVAR en fin de chantier et servira de base au calcul de la participation définitive de la Commune.

**INDIQUE** que 75 % du montant hors taxes de l'opération sera inscrit en section d'investissement du budget communal compte 2041582 « subvention d'équipement aux organismes publics »

**PRECISE** que le solde de l'opération (25 % des travaux hors taxes et la TVA) est financé sur le budget de fonctionnement de la Commune (chapitre 65)

**INDIQUE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal.

## **2-3 - Convention pour participation financière au fonctionnement du Centre médico-scolaire de Brignoles**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Mairie de Brignoles assure seule, depuis de nombreuses années, les frais de fonctionnement d'un Centre Médico-Scolaire (C.M.S.) qui dessert les 14 communes avoisinantes.

Il donne la parole à Mme Jacqueline TURINELLI, 1ère Adjointe,

Mme TURINELLI indique que ce C.M.S. gère les dossiers médicaux de tous les enfants de grande section dans les écoles maternelles et réalise une visite des écoles élémentaires. Les médecins se déplacent à la demande des directeurs ou à la demande des parents pour l'enfant allergique. Les parents qui rencontrent des problèmes avec leurs enfants peuvent prendre rendez-vous directement avec les médecins scolaires (visite entièrement gratuite).

En juin 2009, l'Inspection Académique a sollicité les communes pour la contribution financière aux dépenses administratives de ce C.M.S., contribution fixée par les textes à 1,50 € par enfant.

La Commune de BRIGNOLES demande la signature d'une convention relative aux frais de fonctionnement du C.M.S. pour l'année scolaire 2017/2018 à raison de 251 élèves soit une dépense de 376,50 €.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Mme Jacqueline TURINELLI, 1ère Adjointe.

Après avoir pris connaissance du projet de convention présenté par la Commune de Brignoles,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**ACCORTE** les termes de ce projet de convention 2017/2018

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention

**INDIQUE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 65).

## **2-4 - Participation financière pour l'achat de nouveaux tests psychométriques RASED pour l'équipe de psychologues scolaires de la circonscription de Brignoles**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par courrier du 9 mai 2018, la Mairie de BRIGNOLES a fait part aux Communes de l'alerte lancée par l'équipe de psychologues de l'Education Nationale concernant l'obsolescence des tests psychométriques utilisés.

Il donne la parole à Mme Jacqueline TURINELLI, 1ère Adjointe, qui précise que ces tests permettent d'effectuer des bilans précis, adaptés aux enfants en difficultés et qu'ils doivent être renouvelés tous les 10 ans.

Elle indique que, pour que les psychologues travaillent dans les meilleures conditions, il serait nécessaire d'acquérir 8 nouveaux tests (4 WISC V pour les écoles élémentaires et 4 WPPSI IV pour les écoles maternelles) pour un coût total de 14.524 €.

Mme TURINELLI ajoute que la circonscription compte 5021 élèves ce qui représenterait, pour l'achat de ces 8 tests, un coût de 2,90 € par élève, soit une dépense de 1.006,30 € pour la Commune de LE VAL qui en compte 347.

Elle précise que la société qui fournit les tests ne peut pas ventiler les factures sur plusieurs communes mais que BRIGNOLES se propose de prendre en charge la totalité de la commande et d'établir avec les Communes qui auront accepté de participer à cet achat, une convention pour le versement de leur quote-part.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur ce dossier.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Mme Jacqueline TURINELLI, 1ère Adjointe,

Après avoir pris connaissance de la demande de l'équipe de psychologues de l'Education Nationale, circonscription de Brignoles,

Après avoir délibéré sur la proposition de la Commune de BRIGNOLES visant à prendre en charge la commande et à passer une convention de partenariat financier avec les Communes de sa circonscription,

A l'unanimité,

**ACCORTE** de participer à hauteur de 2,90 € par élève à l'acquisition de nouveaux tests psychométriques,

**INDIQUE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal (chapitre 65).



## **2-5 - Participation financière pour la pose d'une stèle en souvenir des victimes de l'EALAT suite à l'accident d'hélicoptères de février 2018**

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal d'un courrier reçu de l'Ecole de l'Aviation Légère de l'Armée de Terre (EALAT) du Cannet des Maures sollicitant une participation financière à la création d'un mémorial sur les lieux de l'accident d'hélicoptères (sur le territoire de la Commune de CARCES) survenu en février 2018 et ayant entraîné la mort de cinq militaires.

Il donne la parole à M. Jean CULINATI, Adjoint délégué aux cérémonies.

M. CULINATI donne lecture du courrier reçu de l'EALAT et propose de lui allouer une participation de 200 € afin qu'une stèle "souvenir" soit érigée sur les lieux de l'accident.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de M. Jean CULINATI, Adjoint délégué aux cérémonies

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. KINET,

**ALLOUE** une participation de 200 € à l'EALAT pour la création d'un mémorial en hommage aux cinq militaires décédés lors de l'accident d'hélicoptères survenu sur la Commune de CARCES en février 2018

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder au versement de cette participation financière,

**INDIQUE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 65).

## **2-6 - Résiliation de la convention "A.P.L." passée avec l'Etat concernant la maison communale du jardin des Gorguettes**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la maison du jardin public des Gorguettes, restaurée en 1997, a fait l'objet d'une convention de type "APL" passée avec l'Etat car déclarée comme logement social suite à une délibération du 29 juin 1998.

En 2015, la Municipalité, ayant constaté l'insalubrité des lieux, a demandé à l'occupant de quitter son logement et la maison a été fermée.

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique que la Préfecture demande que le Conseil Municipal prononce la résiliation de la convention "APL" n° 83/1998/07/80-415/03/-/035 devenue sans objet vu que les locaux sont vides et n'ont donc plus la vocation de logement social.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances,

Considérant le caractère insalubre de la maison communale du jardin public des Gorguettes qui la rend inhabitable,

Considérant que ce logement ne peut donc plus avoir vocation de logement social,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PRONONCE** la résiliation de la convention "APL" n° 83/1998/07/80-415/03/-/035 passée avec l'Etat en 1998

**AUTORISE** Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches nécessaires à l'officialisation de cette résiliation.

### **3 - PERSONNEL COMMUNAL**

#### **- Convention de mise à disposition d'un agent communal auprès de la Communauté d'Agglomération "Sud Sainte-Baume"**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Mme Nadia PARODI, agent communal au grade d'Attaché Territorial, a demandé son détachement auprès de la Communauté d'Agglomération "Sud Sainte-Baume" à compter du 4 juin 2018.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal.

M. DEBAQUE indique que, dans un premier temps, M. le Maire a accepté et a pris un arrêté de détachement. Il précise toutefois que le CDG 83 a signalé que le statut de la Fonction Publique Territoriale prévoit ce type de « recrutement » uniquement à travers une mise à disposition.

M. DEBAQUE précise qu'une convention entre les deux collectivités doit donc être passée. Il donne lecture du projet de convention à l'assemblée délibérante.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur ce dossier.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal.

Après avoir pris connaissance du projet de convention de mise à disposition de Mme Nadia PARODI auprès de la Communauté d'Agglomération "Sud Sainte-Baume",

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ACCEPTE** les termes de ce projet de convention ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention.

### **4 - DIVERS**

#### **4-1 - SIVAAD - Adhésion de la Commune de CHATEAUDOUBLE**

Monsieur le Maire indique à l'assemblée délibérante que la Commune de CHATEAUDOUBLE a souhaité adhérer au Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers (SIVAAD).

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SIVAAD.

M. DEBAQUE indique que, par délibération n° 2018-0322 du 22 mars 2018, le Conseil Syndical du SIVAAD a approuvé l'adhésion de la Commune de CHATEAUDOUBLE.

Conformément à l'article L 5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Collectivités adhérentes au SIVAAD doivent se prononcer par délibération sur cette décision dans le délai de trois mois suivant sa notification. L'absence de décision dans le délai vaut avis favorable.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SIVAAD,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ACCEPTE** l'adhésion de la Commune de CHATEAUDOUBLE au SIVAAD,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.



#### 4-2 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,  
Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 4 juin 2018, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, trois décisions dans le cadre de ses délégations :

|         |            |   |  |
|---------|------------|---|--|
| 09/2018 | 04/06/2018 | Renouvellement de concession trentenaire MOSCONI Jacques 3ème cimetière | + 860 € dont<br>286,67 € versés au<br>CCAS |
| 10/2018 | 28/06/2018 | Octroi concession trentenaire TROTTA épouse HENNACHE Christine          | + 860 € dont<br>286,67 € versés au<br>CCAS |
| 11/2018 | 03/07/2018 | Numérisation du PLU sur fond cadastral vectorisé - BEGEAT               | 3 150,00 €<br>TTC                          |

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**PREND ACTE** des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 4 juin 2018, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

#### -Questions écrites

NEANT

#### -Questions orales

NEANT

**L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 19h30.**

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER